

Groupe de contact FNRS « Architecture et Sciences sociales »

Appel à communications

Journées d'étude, 21, 22 et 23 mai 2025, Ecole Nationale d'Architecture Paris-La Villette

Des chercheur·es en architecture et en urbanisme embarqué·es

Autrice : Stéphanie Perrini

Centre de recherche : Université de Mons, Service : Projets, Ville, Territoire

5 Mots-clés : Gouvernance territoriale, actions citoyennes, friches industrielles, innovation sociale, urbanisme participatif

Biographie :

Je suis architecte urbaniste de formation, assistante à l'Université de Mons et spécialisée en projets urbains et gouvernance territoriale. J'ai coordonné divers projets d'architecture et d'urbanisme chez citydev.brussels, participant au développement de projets d'équipements en maîtrise d'ouvrage public. Mon mémoire de Master professionnel portait sur l'opérationnalisation des équipements à Bruxelles. J'ai également travaillé dans des bureaux d'architecture, de la conception au chantier.

Titre (provisoire) :

« Vers une nouvelle gouvernance territoriale : Comment les actions associatives citoyennes influencent la reconfiguration de la gouvernance communale dans la réappropriation des friches industrielles. »

Abstract :

Mon projet de recherche explore l'influence des actions associatives/citoyennes sur la reconfiguration de la gouvernance communale, en particulier dans le contexte de la réappropriation des friches industrielles. En s'appuyant sur des initiatives citoyennes et des pratiques administratives et politiques passées et actuelles, ce projet vise à comprendre comment ces actions peuvent impacter les décisions politiques locales et promouvoir, à terme, des modes de gouvernance plus inclusifs et résilients.

La pertinence temporelle de cette étude est renforcée par la mise en place de la stratégie de "Zéro Artificialisation Nette" dans le cadre du dernier CoDT et abordée dans la dernière Déclaration de Politique Régionale Wallonne. Cette stratégie donne un nouvel intérêt aux friches industrielles wallonnes, jusqu'ici peu attractives en raison de leur pollution, en les transformant en « dernière zone à densifier » mais également ... dans une visée plus idéaliste : en potentiels leviers pour une transition écologique et sociétale. La recherche s'appliquera sur des cas

d'études dont voici ceux envisagés : le terril du Martinet (Charleroi), le Masterplan de Seraing, Le haut fourneau B d'Ougrée, et peut-être un cas bruxellois à travers la Gare de l'Ouest.

Elle se structure autour de deux axes principaux : l'étude de l'influence des actions citoyennes sur les politiques communales et l'exploration de nouveaux modes de gouvernance émergents en réponse à ces influences. Elle souhaite intégrer une approche interdisciplinaire entre urbanisme, sciences politique et sociologie ; en s'inscrivant dans le cadre de l'innovation sociale et de la gouvernance participative, en mettant en lumière le potentiel **rôle des citoyens** dans la transformation des **politiques urbaines**. Les travaux de Frank Moulaert sur l'innovation sociale et ceux de Murray Bookchin sur le municipalisme libertaire me servent actuellement de cadre théorique afin d'envisager de nouvelles dynamiques de gouvernance.

Je privilégierai d'abord une étude théorique, puis une observation à travers une approche de terrain incluant des interviews, étude des décisions prises par les communes, de leurs méthodes et outils usités. À terme, des ateliers participatifs viseront à explorer puis co-construire des solutions adaptées aux besoins locaux et à renforcer la collaboration entre les différents acteurs. Cela à travers des outils/pratiques existants ou à inventer, qui doivent être appropriés et inclus dans ces nouveaux modes de gouvernance.

A travers cette recherche, j'espère contribuer à une meilleure compréhension des dynamiques de gouvernance locale et offrir des perspectives pour des modèles de gouvernance alternatifs, ancrés dans les réalités locales et les contextes spécifiques des friches industrielles. Comment ? en collaborant avec des citoyens, des communes désireuses de développer une gouvernance plus inclusive et résiliente, favorisant la durabilité et la cohésion sociale de leurs territoires.